

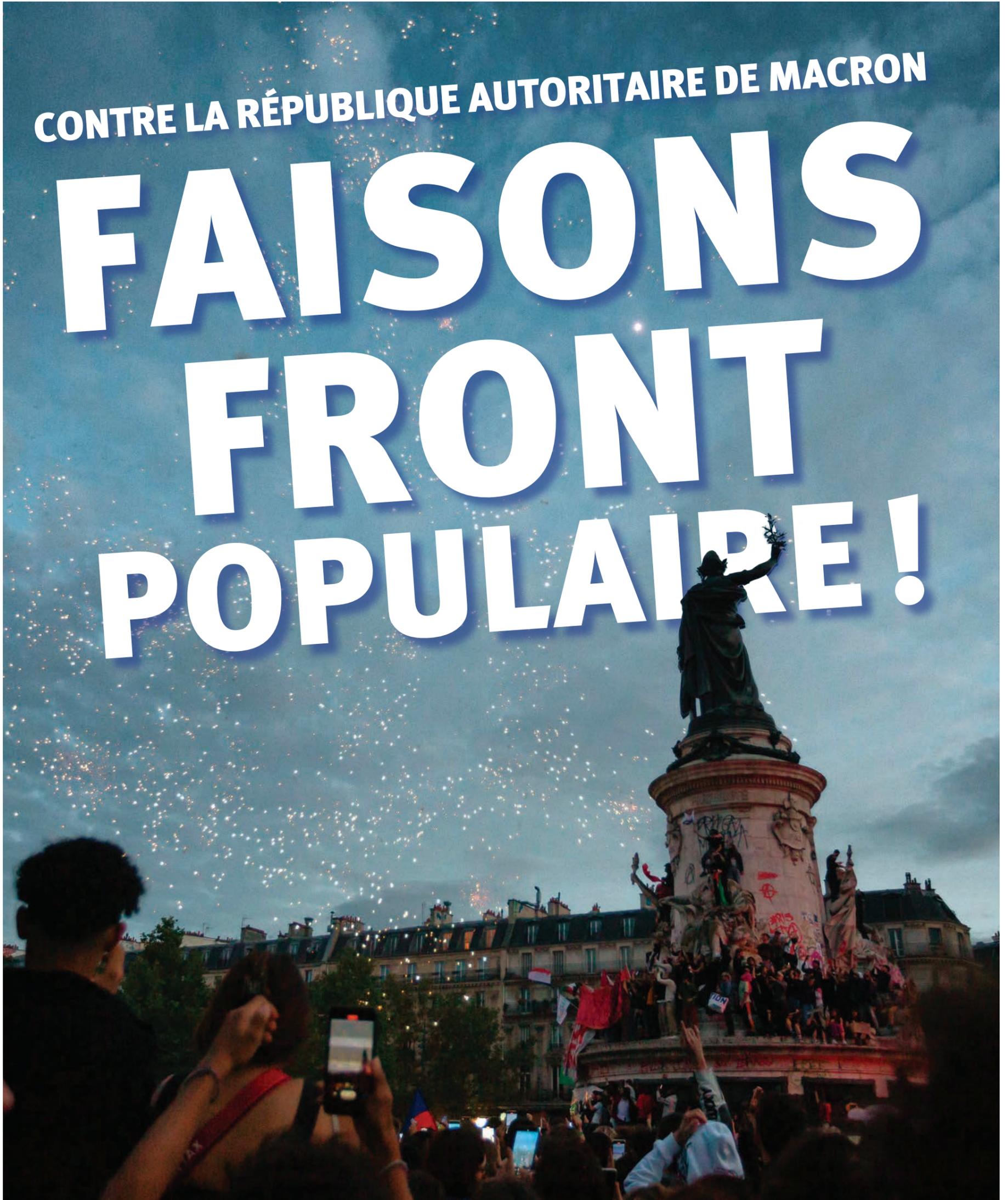
*l'Anti*capitaliste

n°717 | 18 juillet 2024 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

CONTRE LA RÉPUBLIQUE AUTORITAIRE DE MACRON

FAISONS FRONT POPULAIRE!



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

ZOOM

Kanaky. Il a la peau dure, le temps des colonies!

Page 3

INTERNATIONAL

Tentative d'assassinat de Trump, quelle incidence sur l'élection?

Page 4

ARGUMENTS

Le visage brun de l'Union européenne

Page 5

CHAMP LIBRE

Témoignage de Madlyne Vama en soutien aux sept Kanak détenuEs en France

Page 8

Édito

La transphobie tue!

Par **SALLY BRINA**

Deux femmes trans ont été victimes de féminicides ces derniers jours. Le 5 juillet à Compiègne, Angelina, 55 ans, a été assassinée à coups de hachette par son compagnon. Le 9 juillet, c'est Géraldine, 30 ans, travailleuse du sexe péruvienne qui a été assassinée par un client.

Dans le cas de Géraldine, les médias ont repris de manière complaisante la version de l'assassin. Celui-ci aurait «paniqué» en découvrant la transidentité de Géraldine, faisant de cette dernière la vraie coupable. Ce mode de défense a toujours été invalidé en justice et il en sera probablement de même ici.

En effet, comme le dit le communiqué d'Acceptess-T, quel client se rend armé à un rendez-vous? Par ailleurs, les annonces sur les sites d'escorting étant explicites, le meurtrier ne pouvait pas ignorer qu'il avait rendez-vous avec une femme trans. Il est bien plus probable qu'il a ciblé en toute connaissance de cause une femme trans migrante, travailleuse du sexe, espérant bénéficier d'une certaine impunité. Ces meurtres ne sont pas des faits divers. Ils s'inscrivent dans un contexte où les politiques et les discours anti-trans s'intensifient. Il y a eu la loi Eustache-Brinio, les déclarations de Macron trouvant que la simplification du changement d'état civil, portée par le NFP et les associations, était «ubuesque», la publication de livres transphobes, les tribunes anti-trans, la poussée de l'extrême droite lors des élections législatives...

Tout cela nourrit l'augmentation des violences anti-trans, comme la violence des débats lors du mariage pour touTEs a vu exploser les agressions homophobes. Dans le cas de Géraldine, son meurtre est d'autant plus sordide que l'aggravation des politiques répressives contre les travailleuses du sexe poussent ces dernières à se mettre davantage en danger pour trouver des clients, et les empêchent de porter plainte.

Comme nous l'avons fait avec la Riposte Trans et Féministe, il y a urgence à construire une mobilisation unitaire contre la transphobie et pour gagner de nouveaux droits. Des manifestations auront lieu cette semaine pour rendre hommage à Angelina et Géraldine. Ce n'est que le début!

Bien dit

Nous demandons solennellement à l'Arcom, au nom des principes énoncés dans ses statuts, de refuser de renouveler les fréquences publiques des chaînes C8 et CNews. Il ne s'agit nullement d'attenter à la liberté d'expression mais de faire seulement respecter la loi dans cet espace si particulier qu'est la TNT

ATTAC, «Pas de fréquence pour les chaînes de la haine, C8 et CNews», tribune parue sur Mediapart.fr

À la Une

Contre la république autoritaire de Macron, faisons Front populaire!

Publiée dans la presse le 10 juillet, la lettre publique de Macron — qui affirme contre l'évidence que «personne ne l'a emporté» — est une nouvelle provocation. Face à ce bras d'honneur antidémocratique, il est urgent d'en finir avec cette république autoritaire et de se mobiliser pour imposer le programme du Nouveau Front populaire.

En maintenant Attal comme chef du gouvernement aussi longtemps que possible, alors que le camp présidentiel a fait l'objet d'un rejet massif, Macron a fait le choix de s'asseoir sur les résultats des législatives. En se servant des pouvoirs exorbitants que lui donne la 5^e République, il accentue encore la crise démocratique et institutionnelle.

En finir avec la 5^e République antidémocratique

Ce texte constitutionnel vieux de 64 ans aurait dû partir à la retraite depuis longtemps. Antidémocratique dès son origine, organisant un pouvoir solitaire, la 5^e République a aujourd'hui évolué vers un pouvoir toujours plus autoritaire. L'État se place désormais au-dessus de la société, et l'exécutif gouverne à rebours de la légitimité populaire.

Le régime bascule de plus en plus vers un État fort, la marque des régimes illibéraux qui croissent dans le contexte du néolibéralisme. Quand la bourgeoisie ne parvient pas à obtenir des urnes ce qu'elle veut, elle change les règles du jeu sans état d'âme. Le prétendu retour de Macron au peuple pour justifier la dissolution, sa volonté de reconfigurer une majorité prétendument républicaine, en excluant LFI, en sont de sombres illustrations. Sans oublier, comme l'a révélé la presse, l'opacité du régime illustrée par le rôle de Thierry Solère comme agent de liaison entre la



macronie et le Rassemblement national.

Il est temps de rompre avec ce régime et de mettre en place, comme le propose le programme du Nouveau Front populaire, une assemblée citoyenne constituante pour imposer la rupture immédiate avec l'hyperprésidentialisme, la prédominance de l'exécutif, et fonder des institutions démocratiques.

TouTEs ensemble, construire les assemblées populaires

Face à ce véritable coup de force de la bourgeoisie qui veut nous voler la victoire, il faut engager une nouvelle mobilisation générale de toutes les forces politiques, syndicales, associatives, qui ont porté la campagne du Nouveau Front populaire. En 1936, ce sont les grèves, les occupations d'usines qui ont

permis de faire pression sur le gouvernement Blum et d'arracher des acquis sociaux majeurs. C'est la condition pour éviter un possible éclatement autour du casting du premier ministre, mais surtout pour peser sur l'application des mesures du programme dans un contexte où le Nouveau Front populaire est minoritaire au Parlement. Des initiatives montrent la voie, comme l'appel lancé par la CGT à se rassembler à proximité de l'Assemblée nationale et devant les préfetures ce jeudi 18 juillet. Parce qu'il n'y a pas de trêve dans la lutte des classes, il faut se saisir également de la vitrine politique que constituent les Jeux olympiques pour se faire entendre.

Plus largement, il faut faire vivre le Nouveau Front populaire, en construisant les assemblées populaires à la base avec les travailleurEs, la jeunesse et les quartiers populaires pour peser dans le rapport de force. Des milliers de militantEs ont construit, échangé, se sont coordonnés pendant la campagne, et cette expérience doit non seulement se poursuivre mais se développer. C'est un espoir pour reconstruire la résistance indispensable de notre camp social aux politiques antisociales, racistes et antidémocratiques. C'est une urgence pour les exploités et les opprimés d'imposer une rupture avec le système capitaliste, ses institutions et celles et ceux qui le servent.

Acturama



LE 14 JUILLET DÉCOLONIAL, ANTIFASCISTE ET INTERNATIONALISTE

C'était dimanche place de la Nation à Paris, avec les sans-papiers de la Marche des solidarités, Urgence Palestine, les Kanak... Une indispensable affirmation, dans le contexte guerrier, de toutes celles et ceux qui se battent pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'ouverture des frontières et l'accueil des réfugiés.

© NPA

CRISE DE RÉGIME**Le capital au-dessus d'un volcan**

Dans une tribune parue dans le *Figaro* le 11 juillet, Bruno Le Maire alertait contre toute tentative d'augmenter les impôts ou de « laisser filer la dette ». « Ce serait tout simplement un naufrage économique et financier pour la France ». Évidemment, il n'est pas le seul à prédire des pluies de grenouilles en cas de gouvernement par le Nouveau Front populaire. Encore moins le seul à tout faire pour empêcher l'application du programme du NFP en essayant d'aspirer vers le centre politique et le bloc macronien, les députés du Parti socialiste les plus enclins au compromis, entendez par là la mise de côté des mesures d'urgence les plus « radicales » du NFP. L'instabilité politique, c'est aussi le chaos économique.

Conflits d'intérêts et crise de régime

La crise de régime, créée par la dissolution de l'Assemblée nationale, la menace de voir le RN majoritaire au Palais Bourbon et par la perspective d'une possible cohabitation de Jupiter avec l'extrême droite, n'est pas un phénomène isolé. Derrière la crise de régime, il y a la crise du système économique dans laquelle la conflictualité des forces sociales aux intérêts sociaux antagonistes se renforce. Incapable de répondre à

Il est des destins qui s'accomplissent malgré soi. Ainsi, Bruno Le Maire, ancien ministre de l'Économie et des Finances, fustigé pour l'explosion du déficit public en 2024, en dépit de nombreuses coupes qu'il a lui-même orchestrées, ne se voyait pas quitter Bercy de sitôt. Le voilà pourtant bien obligé de quitter le gouvernement...

l'urgence climatique puisqu'il faudrait remettre en cause le modèle productiviste et extractiviste, le capitalisme se révèle également incapable d'écouler ses marchandises sur une planète mal en point où les grandes richesses côtoient la pauvreté, la guerre, le déclassement. Il doit pour continuer à engranger des profits exploiter davantage les travailleurs. Ceux-ci, confrontés aux promesses déçues et faux besoins du capitalisme, peuvent nourrir un ressentiment et une résignation grandissantes, en appeler à l'ordre et à un État fort et exprimer un racisme de plus en plus décomplexé sans remettre en cause la répartition des richesses en faveur du capital. Ou au contraire, aspirer à des solutions économiques et politiques égalitaires, redistributives et émancipatrices! Le monde se polarise et le bloc bourgeois se retrouve avec une faible base sociale.

Le capital a besoin d'un État fort

Si le scénario d'un État plus autoritaire, voire néofasciste vient d'être écarté en France,

il continue de menacer et sévit ailleurs, en Italie, en Argentine, en Hongrie et peut-être demain aux États-Unis. Car, à travers le monde, le capital a bénéficié depuis au moins quinze ans et la crise de 2008 de l'aide de l'État. David Harvey l'explique : « Au lieu d'aider les populations, l'État soutient désormais les entreprises par tous les moyens possibles, arrangements fiscaux, subventions directes, en fournissant des infrastructures ou en levant des réglementations trop contraignantes. Pour en arriver là, il faut un État fort »¹. Autant dire que la situation institutionnelle de la France est intenable pour la bourgeoisie, confrontée à trois blocs politiques à l'Assemblée, dont le plus homogène est celui du RN. Un atout dans la cacophonie ambiante pour tous ceux qui veulent de l'ordre... et un État au service du capital.

Des querelles de clocher?

Les économistes s'affrontent sur le smic à 1600 euros pour savoir si la mesure sera destructive ou constructive, au point que *le Monde* nous indique qu'il s'agit

d'« une querelle difficile à trancher ». La question n'est ni totalement scientifique ou arithmétique ni seulement idéologique. Elle est d'abord et avant tout politique, et ce n'est donc pas pour rien que ce sont les ministres et les plus hautes instances de l'État, comme la Cour des comptes, qui montent au créneau. Le 15 juillet, Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes, mettait en garde sur l'état des comptes publics en présentant un « coup de frein » sur les dépenses comme une « ardente obligation ». En ajoutant, « ce n'est ni de gauche ni de droite : c'est d'intérêt général ! » Ainsi donc, après avoir subventionné pendant des années le système capitaliste et les profits des très grandes entreprises, asséché les services publics, porté atteinte aux libertés publiques comme jamais et à la réglementation écologique, les tenants de l'ordre capitaliste chaotique, nous demandent de continuer... au nom de l'intérêt général ! Sans nous !

Fabienne Dolet

¹ - David Harvey, *Chroniques anticapitalistes*, Zulma essais, 2023.

KANAK Il a la peau dure, le temps des colonies!

Le haut-commissaire, représentant l'État sur le territoire, les forces de répression, la justice, le personnel politique loyaliste, toutes et tous se dressent pour refuser au peuple kanak le droit à son indépendance!



Rassemblement spontané à Starsbourg au soir du second des élections législatives. PHOTOTHÈQUE ROUGE

judiciaires d'exception! Quitte à faire de nouvelles victimes! Les déclarations de Le Franc sonnent bel et bien comme un permis de tuer : « s'ils veulent utiliser leurs armes, ils prennent tous les risques », a-t-il encore déclaré! Et l'État renforce son arsenal : un navire, le *Calao*, est arrivé à Nouméa le 11 juillet, avec à son bord dix blindés de type Centaure, véhicule d'intervention qui peut tirer des grenades lacrymogènes et peut être équipé d'une mitrailleuse, ainsi que plusieurs véhicules blindés dits

d'exploration et des tout-terrain, dont les vitres ont été renforcées contre les tirs à balles réelles.

Offensive loyaliste

Trois jours plus tard, dans une allocution solennelle prononcée le 14 Juillet, pin's tricolore au revers de la veste, Sonia Backès, présidente de la province Sud et cheffe de file des loyalistes, « a plaidé pour une séparation des provinces calédoniennes, jugeant, dans un discours particulièrement virulent à l'égard des indépendantistes, que le "destin commun a échoué" ».

Elle monte au créneau pour compléter le travail. Le maintien du troisième référendum en décembre 2021, puis la révision de la loi constitutionnelle organisant le dégel du corps électoral remettaient en cause la démarche de décolonisation portée par les accords de Matignon et de Nouméa. Voilà maintenant la perspective de la séparation qui l'enterre à jamais! Au long de ces longues minutes d'un discours éprouvant, teinté de racisme et de mépris de classe, elle trace l'opposition entre d'un côté une perspective libérale dans un territoire où règnerait l'ordre et le mérite, la prospérité, le progrès quoi! et de l'autre des territoires livrés à la chienlit indépendantiste, coutumière, féodale, le chaos quoi! Nous reviendrons sur l'analyse de ses propos, mais une première question se pose : agit-elle en pointe avancée de la macronie? Ou cherche-t-elle à établir un rapport de forces favorable aux loyalistes? Dans un cas comme dans l'autre, nous dénoncerons sa vision séparatiste!

Louison Le Guen

¹ - <https://www.la-croix.com/nouvelle-caledonie-sonia-backes-loyaliste-plaide-pour-une-separation-des-provinces-20240714>

No comment

Je suis le bouclier de ces pressions quotidiennes de l'ensemble du personnel politique pour laisser la rédaction travailler

MARC-OLIVIER FOGIEL, directeur général de BFMTV, devant l'Arcom le 16 juillet 2024, à propos de la fausse interview de de Ziad Takieddine

Agenda

Jeudi 18 juillet, rassemblements contre le coup de force de Macron. À Paris, RDV de 12h à 21h devant l'Assemblée nationale, place Edouard-Herriot (prises de parole, buvette, DJ set, village associatif...). Et partout en France devant les préfetures.

Samedi 20 juillet, manifestation de solidarité avec la Palestine, Paris. À 14h à République.

Du 20 au 27 juillet, rencontres internationales de jeunes (RIJ), Allier.

Du dimanche 25 au mercredi 28 août, 16^e Université d'été du NPA, Port-Leucate. Accueil samedi 24 à partir de 14h, départ jeudi 29 après le petit-déjeuner, au village vacances Rives-des-Corbières.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

L'Anticapitaliste.org

L'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction : redaction@npa2009.org

Diffusion : diffusion.presse@npa2009.org

Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN : 2269-3696

Commission paritaire : 0419 P 11508

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage : 1800 exemplaires

Directrice de publication : Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction : Fabienne Brifault

Maquette : Ambre Bragard

Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Tél. : 01 48 70 42 21

Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT

GAZA Des Jeux pour Israël, des morts pour les Palestiniens

L'horreur continue à Gaza. Les images du bombardement par des drones du camp d'Al-Mawasi, dans le sud de la bande de Gaza, sont terrifiantes. La vidéo de la forte explosion dans la « zone de sécurité » désignée par Israël et située à l'ouest de Khan Younés a fait le tour du monde.

Au total, au moins 90 personnes ont été tuées dans la frappe, dont environ la moitié étaient des femmes et des enfants, et 300 ont été blessées. Des rapports en provenance de Gaza décrivent des hôpitaux submergés par les blessés palestiniens. On ne sait toujours pas si la cible principale, Mohammed Deif, chef des Brigades Qassam, l'aile militaire du Hamas, figurait parmi les morts. Le Hamas a démenti, et effectivement ce n'est pas la première fois qu'Israël annonce qu'une offensive a eu pour cible ce dirigeant. Il reste qu'Israël a utilisé des bombes d'une tonne sur un camp de réfugiés composé de tentes et de civils pour théoriquement cibler deux personnes. On ne pourrait mieux qualifier cette « guerre ». La livraison de ces bombes avait été retardée par les États-Unis sous des prétextes humanitaires mais la semaine dernière l'administration Biden a autorisé leur livraison. Avec le résultat que l'on voit...

Famine dans la bande de Gaza et occupation en Cisjordanie

Près de 22% de la bande de Gaza est considérée en famine niveau 4 (le plus élevé) et 100% de la bande en niveau de famine. Une étude parue dans *The Lancet* a fait une estimation du risque de mortalité due à la guerre et a indiqué que le nombre réel de morts devrait être multiplié par 4, ce qui ferait à peu près 10% de la population de Gaza. Un tel niveau de destruction et de morts ne doit plus laisser de doute sur le caractère génocidaire de cette campagne.

Israël a pourtant admis avoir perdu un grand nombre de tanks à Gaza, et les objectifs militaires restent inatteignables. Netanyahu avait annoncé une diminution de l'intensité des bombardements pour développer une intervention au Liban, mais cela était visiblement un mensonge. En parallèle, son administration a annoncé la saisie la plus importante de territoire palestinien en Cisjordanie au mépris du droit international.

Netanyahu au Congrès américain

La situation est tragique. Alors qu'Israël devrait être mise au ban des nations comme la Russie, ce pays sera pourtant à Paris aux Jeux olympiques. Leurs athlètes seront accueillis et applaudis pendant que des dizaines de sportives et sportifs palestiniens ont été massacrés les neuf derniers mois. Il y aura des drapeaux israéliens déployés dans Paris. Au même moment, Netanyahu est invité à parler au Congrès américain — invité par les démocrates ET les républicains. Seule consolation, il doit prendre un vol direct car il ne veut pas prendre le risque d'être arrêté s'il fait escale dans un pays qui a signé le traité de Rome. Même si les mandats d'arrêt ne sont pas encore émis, cette pression est salutaire bien que très insuffisante.

Après neuf mois de massacres télévisés, Israël ne donne pas l'impression de vouloir en terminer, et la pression externe est encore trop faible pour la forcer à arrêter. Les manifestations contre la présence aux JO sont une opportunité pour rappeler que le génocide n'est pas une discipline olympique.

Édouard Soulier



USA Tentative d'assassinat de Trump, quelle incidence sur l'élection ?

La campagne de Biden, déjà en difficulté après la piètre performance du président lors du débat, se trouve aujourd'hui dans une position plus défensive que jamais. Et cet acte violent risque d'encourager d'autres violences.

Trump peut se victimiser

Trump a été blessé après une tentative d'assassinat lors d'un rassemblement à Butler, dans la banlieue de Pittsburgh. Un homme armé a tiré plusieurs coups de feu, tuant une personne et en blessant gravement deux autres lors du rassemblement du 13 juillet. Les services secrets qui le protègent, ont abattu le tireur présumé, un homme blanc de 20 ans, nommé Thomas Matthew Crooks, qui vivait dans une ville voisine. Il avait fait un don à un candidat du Parti démocrate et s'était ensuite inscrit comme républicain.

Une balle, destinée à le tuer, a atteint l'oreille droite de Trump, mais les médecins ont déclaré qu'il allait bien par ailleurs et il a quitté les lieux pour se rendre à Milwaukee, dans le Wisconsin, afin d'assister à la Convention nationale républicaine. Ses partisans affirment que les démocrates, n'ayant pas réussi à le condamner pour un crime et à l'emprisonner, ont maintenant décidé de le tuer.

Le sénateur J.D. Vance accuse les démocrates

Le président Joe Biden a immédiatement condamné la tentative d'assassinat en déclarant : « Écoutez, il n'y a pas de place en Amérique pour ce genre de violence. C'est malsain. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous devons unir ce pays. Nous ne pou-

La tentative d'assassinat contre le candidat à la présidence Donald Trump samedi 13 juillet change radicalement la situation politique. Trump gagnera en sympathie, ce qui contribuera à mobiliser ses électeurs. Il apparaît comme un homme fort et un héros sur une photo le montrant le visage ensanglanté, entouré d'agents des services secrets, levant le poing en signe de défi et criant « Fight, fight! » — ce qui inspirera également ses partisans.

TRUMP INDESTRUCTIBLE



vous pas permettre que cela se produise. Nous ne pouvons pas être comme ça. Nous ne pouvons pas tolérer cela». Les démocrates ont interrompu toutes leurs publicités de campagne, dont la plupart critiquaient évidemment Trump. Les républicains ont simultanément dénoncé les démocrates comme responsables de l'attentat contre la vie de Trump. À la suite de la tentative d'assassinat, J.D. Vance, sénateur républicain de l'Ohio, a déclaré dans un communiqué sur X (Twitter) que la fusillade n'était « pas un simple incident isolé ». « Le postulat central de la campagne de Biden est que le président Donald Trump est

un fasciste autoritaire qui doit être arrêté à tout prix », a écrit Vance. « Cette rhétorique a conduit directement à la tentative d'assassinat du président Trump ».

Puis, deux jours plus tard, Trump a choisi Vance, qui a porté cette accusation scandaleuse contre Biden, pour être son colistier à la vice-présidence. Vance, un ancien Marine américain qui a la moitié de l'âge de Trump, mènera une campagne désagréable.

Manifestations pendant la Convention républicaine

La Convention républicaine s'est ouverte le 15 juillet avec Donald Trump, qui a remporté toutes les

primaires, comme seul candidat et au centre de l'énorme événement. Il y a 2429 délégués représentant les États et les territoires, mais aussi environ 50 000 observateurs. Le « Secret Service » et les 1600 policiers de Milwaukee seront chargés de la sécurité, une tâche compliquée par les lois de l'État qui autorisent le port d'armes à feu en public.

Des manifestations sont prévues à l'occasion de la Convention, sous l'égide de la « Coalition pour marcher vers la Convention républicaine », auxquelles participeront 5 000 manifestants préoccupés par diverses questions. La coalition s'articule autour de cinq points d'unité : 1) combattre l'agenda raciste et réactionnaire du Parti républicain ; 2) défendre les droits des femmes, des LGBTQ et de la reproduction ; 3) défendre et étendre les droits des immigrés ; 4) la paix, la justice et l'équité pour tous ; et 5) être aux côtés de la Palestine.

Trump est accueilli en héros conquérant lors de la Convention républicaine. Depuis que les coups de feu ont été tirés sur Trump, les discussions sur l'abandon de Biden ont disparu. Aujourd'hui, il semble que Trump remportera l'élection, mais il reste encore près de quatre mois, et c'est une année où il semble que tout peut arriver.

Dan La Botz, traduction Fabienne Dolet

AFRIQUE DE L'OUEST Rivalité et division entre dirigeants

Les deux structures concurrentes des pays d'Afrique de l'Ouest ne peuvent prétendre incarner une politique panafricaniste qui est d'abord et avant tout l'affaire des peuples.

À quelques heures d'intervalle, deux sommets des pays d'Afrique de l'Ouest se sont tenus. Le premier, celui de l'Alliance des États du Sahel, regroupant le Mali, le Burkina Faso et le Niger, dirigés chacun par des juntes militaires ; le second, celui de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) regroupant les 13 autres pays.

Une nouvelle confédération

Samedi 6 juillet à Niamey, capitale du Niger, a eu lieu la réunion des trois pays sahéliers annonçant la création de la Confédération des États du Sahel. Elle vise à renforcer leurs liens par la formation d'une force commune contre les rebellions notamment djihadistes, ainsi que l'adoption d'un pacte de défense réciproque. D'autres mesures ont été adoptées comme la mutualisation des moyens pour l'agriculture, les transports, l'énergie, l'eau, etc. La mise en place d'une monnaie commune est évoquée. Il est envisagé de fonder une banque d'investissement et un fonds de stabilisation. À cela s'ajoute la promotion des langues locales dans les médias nationaux.

Certains observateurs soulignent que l'addition des faiblesses ne fait pas une force. La situation, tant économique que sécuritaire, se dégrade.

Les coupures incessantes d'électricité dans les capitales et l'inflation sont loin d'être surmontées. Dernièrement l'aéroport de Bamako au Mali a été paralysé faute de carburant pour le ravitaillement des aéronefs.

Dans les trois pays, les djihadistes réussissent à mener des attaques meurtrières contre les forces armées alors que ces dernières, avec la participation de leurs supplétifs russes, ne cessent de commettre des exactions. Ainsi à Takalote, les militaires maliens et mercenaires russes ont tué huit personnes. Ces dernières n'étaient pas des islamistes, elles appartenaient à la milice pro-gouvernementale dirigée par le général El Hadj Ag Gamou, actuel gouverneur de la région de Kidal.

Le sommet de la Confédération s'est terminé par l'officialisation de la rupture avec la CEDEAO jugée trop proche de l'Occident et de la France en particulier.

Une CEDEAO décriée

En effet, cette structure en réponse aux coups d'État a institué en toute illégalité un blocus économique et pour le Niger a même envisagé une intervention militaire. Certains évoquent un risque d'éclatement de la CEDEAO. Le tout nouveau président du Sénégal a été missionné pour tenter de ramener au bercail les trois pays sahéliers qui ont fait sécession. Son positionnement souverainiste devrait aider à renouer le dialogue même si le succès de cette entreprise paraît peu probable. Les dirigeants de la CEDEAO rencontrent eux aussi les mêmes problématiques notamment sur les

questions sécuritaires avec des interventions de plus en plus fréquentes des djihadistes sur les pays côtiers, particulièrement au Bénin et au Togo. Le projet d'une force commune armée autour de 5000 hommes rencontre une difficulté de taille, celle de son financement évalué à près de 2,6 milliards de dollars.

Enfin le président du Nigeria, Tinubu, a été reconduit à la présidence de la CEDEAO même s'il semble plus préoccupé par la situation économique catastrophique de son pays.

Le panafricanisme par et pour les peuples

Confédération et CEDEAO sont des instruments contre les populations. La première rassemble des auteurs de coup de force qui entendent bien s'éterniser au pouvoir. Leur confédération a été fondée sans aucun débat dans leurs pays respectifs qui connaissent tous des violations des droits humains.

Quant à la CEDEAO, elle n'a eu de cesse d'entériner les farces électorales et autres manœuvres constitutionnelles visant à maintenir au pouvoir des présidents à vie ou à organiser des successions dynastiques.

La mise en place d'une politique authentiquement panafricaniste ne peut faire l'économie d'une participation pleine et entière des populations favorisant le respect des droits démocratiques, aux antipodes de la CEDEAO ou de la Confédération car l'une n'est qu'une amicale des présidents (pour la plupart) mal élus, l'autre un syndicat de putschistes.

Paul Martial



LE VISAGE BRUN DE L'UNION EUROPÉENNE

Après les élections européennes, les groupes de députés sont désormais constitués. Point d'étape avant la première session plénière du PE, alors que Viktor Orbán vient de prendre la présidence du Conseil européen. Par Victorine Laforge.

Plusieurs nuances de brun au Parlement européen (PE)

Les succès remportés par les formations d'extrême droite quasi partout dans l'Union européenne est sans conteste l'évènement majeur des élections européennes de ce mois de juin.

L'arrivée importante de leurs députés leur permet la création de groupes nouveaux. Cela accroît leur visibilité politique de façon non négligeable.

Des résultats relativement stables pour les groupes parlementaires classiques

Le Parti populaire européen (PPE) reste le premier groupe avec 188 députés de droite dont ceux de LR en France et de la CSU/CDU en Allemagne. L'Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D), de centre droit, rassemble 136 députés dont ceux du PS, de Place publique et du PSOE. Viennent ensuite Renew Europe avec 77 députés, qui inclut les macronistes et perd 25 députés ; puis les Verts et Alliance libre, 53 députés dont les Écologistes et le Parti pirate. Avec des variantes plus ou moins importantes,

ils vont continuer à construire l'Europe libérale. La Gauche unitaire européenne (GUE) voit ses effectifs augmenter, 46 élus, grâce aux bons résultats de LFI.

Montée en puissance des partis d'extrême droite

Non seulement l'extrême droite est arrivée en tête aux élections européennes en Italie, en Hongrie, en Autriche et en France, où sur les 81 sièges alloués, le RN, Reconquête et les Patriotes en occupent 37, mais ses scores sont en hausse partout en Europe sauf dans les pays de la Baltique. Tous ces partis d'extrême droite ou néofascistes sont bien sûr en phase avec la ligne économique capitaliste défendue notamment par le PPE. Ils ont également en commun des revendications dangereuses comme le renforcement de Frontex, la fermeture des frontières, le

durcissement du Pacte européen de la migration adopté récemment, la restriction de la libre circulation pour les étrangers en situation régulière et la baisse drastique de leurs droits. Tous exigent la construction rapide de nouveaux centres d'internement aux frontières de l'UE pour que les arrivants ne puissent pas pénétrer dans l'UE. La xénophobie, le racisme et la haine de l'autre sont leur matrice commune.

Trois groupes d'extrême droite

À ce jour, les trois groupes comptent 187 députés ! Le plus important, « Patriotes pour l'Europe » impulsé par Viktor Orbán, vient d'être créé. Avec 84 députés, il devient le troisième groupe de la nouvelle assemblée, détrônant ainsi Renew Europe. Jordan Bardella, l'homme qui se rêvait Premier ministre

de Macron, devient président de ce groupe composé pour le moment du Fidesz de Hongrie, du RN français et de la Lega de Matteo Salvini. Ce groupe espère « changer la politique européenne » : il milite contre le soutien militaire à l'Ukraine, contre l'immigration illégale et pour la famille traditionnelle.

À côté de ce nouveau groupe, 78 députés appartiennent au groupe « Conservateurs et Réformistes européens » (CRE), c'est une droite très radicale, autour des Fratelli de Meloni, du PIS de Pologne, de Vox en Espagne, de plusieurs partis néerlandais, de l'alliance néo-flamande, des démocrates de Suède. Marion Maréchal et trois autres députés exclus également de Reconquête ont aussi rejoint ce groupe.

Le tout dernier groupe créé, « l'Europe des nations souveraines », rassemble 25 députés

BARDELLA PRÉSIDENT DU GROUPE D'EXTRÊME DROITE AU PARLEMENT EUROPÉEN



tés dont 14 de l'AfD allemande. Les autres viennent de Pologne, Hongrie, Roumanie, Tchéquie, Slovaquie, Bulgarie, Lituanie. Ce sont des organisations hétérogènes mais toutes sont en opposition farouche à l'immigration, au Pacte vert, à l'aide militaire à l'Ukraine, au progressisme social, au « fédéralisme rampant ». Plusieurs défendent des thèses nativistes et xénophobes. Sarah Knafo, fidèle de Zemmour, y siège aussi, et déclare : « dans ce groupe nous allons lutter contre l'islamisation de notre

Il est minuit au Parlement européen

continent pour défendre l'identité des nations européennes et contre l'endoctrinement de nos enfants ».

Il est minuit au Parlement européen ! Plus que jamais, nous avons besoin de toutes les forces unies et radicales pour résister aux idées et défaire les lois européennes nauséabondes qui ruisselleront du sommet à la base de leur Europe !

Orbán aux manettes du Conseil européen

Hasard du calendrier, au moment même où les partis d'extrême droite font une percée significative en Europe, la présidence tournante du Conseil européen revient depuis le 1^{er} juillet à la Hongrie.

En effet, à tour de rôle, chacun des pays membres de l'UE assume la présidence du Conseil pendant six mois. Il s'agit d'assurer la continuité des programmes adoptés précédemment et de conforter la coopération entre les États et celle avec la Commission et le Parlement européen.

Le rôle de la présidence tournante

La présidence tournante planifie et préside les réunions du Conseil européen. Le rôle du président c'est d'être un négociateur intègre et neutre pour tenter de dégager des accords entre les différentes instances. Mi-médiateur, mi-secrétaire politique. Une partie des orientations qui font consensus entre les



Vladimir Poutine et Viktor Orbán. WIKIMÉDIA COMMONS

27 États et qui devront avancer pendant ce mandat, comme la restauration de la compétitivité des entreprises au sein de l'UE ou l'augmentation

des capacités de la défense européenne, ne sont pas pour déplaire à Orbán et il s'ingéniera à obtenir des résultats. Car, plus de compétitivité,

c'est plus de profit, ça passe toujours par « la baisse du coût de la force du travail », soit notre surexploitation ! Davantage de défense européenne, c'est aussi le développement de l'industrie d'armement. Plus de profit, plus de sécurité et de répression, cela convient bien à cette présidence hongroise.

« Make a great Europe » par Orbán... et Orwell ?

L'opposition de Viktor Orbán à l'UE est telle qu'il l'affiche dès son entrée en fonction en se moquant totalement des règles européennes. Il s'organise une « mission de paix en Ukraine » et rencontre les dirigeants de Kiev, Moscou et Pékin. Il n'a bien sûr aucun mandat. À contre-courant des positions de l'UE, il affiche ses

Plus de profit, plus de sécurité et de répression, cela convient bien à cette présidence hongroise

convivences politiques avec Poutine contre les sanctions européennes à son encontre, contre les livraisons d'armes à l'Ukraine et conforte leurs connivences idéologiques et économiques. L'ultra mollesse de la réaction des institutions européennes face à ce coup de force en dit long sur leur faiblesse...

Orbán prévoit également de durcir le pacte européen de la migration déjà scandaleux, de revoir les conditions d'adhésion à l'UE afin d'essayer de bloquer celle de l'Ukraine et de restaurer la famille traditionnelle soit, pour le dire

brutalement, organiser le retour des femmes au foyer où elles seraient plus utiles à élever de nombreux enfants européens. Sans oublier que la restauration de la famille traditionnelle, c'est aussi la chasse aux LGBTI+. Son projet c'est une Europe toujours plus libérale, réactionnaire, raciste, sexiste et militariste. À condition qu'il ne remette pas en cause le grand marché européen et qu'il aille plus loin que le pourraient « les démocrates » européens sur la chasse aux migrants ou le développement de sociétés réactionnaires et répressives, cet illibéral patenté ne sera pas sanctionné. De son côté, Orbán sait aussi qu'il ne peut rompre totalement avec cette UE qui lui fournit les aides dont il a énormément besoin. Au fond, un fasciste utile contre les peuples et leurs aspirations !

En bref

Poitou. Méga-bassines, encore et toujours mobilisés! Du 16 au 21 juillet, à Melle dans les Deux-Sèvres (Poitou), un village de l'eau est organisé. Il s'agit, pendant une semaine, de se retrouver pour échanger sur le vaste sujet de l'eau et, à travers lui, des luttes écologiques, sociales, féministes, internationalistes.

Les militantEs du NPA seront bien entendu présentEs, comme depuis le début, afin de défendre notre vision de l'agriculture, que nous voulons biologique et paysanne, loin du productivisme. Comme anticapitalistes, écosocialistes, nous pensons que la société capitaliste marche sur la tête et nous conduit dans le mur. C'est pourquoi nous appuyons les luttes des paysanNEs, des citoyenNEs, des militantEs qui veulent mettre un terme aux mégabassines, symbole s'il en est de l'agriculture ultralibérale et polluante. Outre le village de l'eau, deux temps forts sont prévus. Le vendredi 19 juillet à 12 heures, avec un pique-nique dans la forêt de Saint-Sauvant, qui partira en manifestation. Puis le samedi 20 juillet, dès 10 h, au départ du port de La Pallice (près de La Rochelle).

Lors des dernières manifestations, la répression fut extrême. Mais le mouvement de masse était bien présent puisque 25 000 personnes étaient réunies à Sainte-Soline. Cette fois, à nouveau, nous devons être des milliers afin de faire reculer leurs projets mortifères.

Alexandre Raguet



Allier. Mine de lithium, un 49.3 anti-écologique! Avant d'être battu lors des législatives, le gouvernement Attal a eu le temps de publier le 7 juillet un décret qualifiant des projets industriels de « projet d'intérêt national majeur », véritable 49.3 anti-écologique et antidémocratique.

Parmi ces projets, au nombre de cinq, figure celui d'extraction et de transformation de lithium par la multinationale Ymeris dans l'Allier.

Conséquences de ce classement: les autorisations d'urbanisme ne relèvent plus de la compétence du maire ou de la communauté de communes où est implanté le projet, mais de celle de l'État. Les procédures en matière d'urbanisme sont allégées tout comme celles concernant les espèces protégées.

Ce décret vient d'être pris par un gouvernement qui n'a plus aucune légitimité politique, au mépris des règles les plus élémentaires alors que le débat public, mené par la CNDP (Commission nationale du débat public), est en cours et qu'il doit précéder la décision politique.

La publication de ce décret est un véritable déni de démocratie et une nouvelle manifestation du mépris de ce gouvernement pour les populations locales qui entendent faire entendre leur voix sur ce projet.

Il faut, par ailleurs, noter que le maire Les Républicains de Montluçon, ville qui devrait accueillir l'usine de transformation, a anticipé les allègements de procédure en déclarant que « si les travaux de remise en état du tronçon ferroviaire, devant accueillir les trains transportant le minerai entre la mine et la ville, n'étaient pas terminés, il suffirait d'assurer le transport par camion ».

Cela signifie des centaines de camions sur les routes au mépris de toute sécurité pour les populations et l'environnement.

CorrespondantEs

POLICE Les Jeux olympiques, laboratoire de la sécurité

Les Jeux olympiques et paralympiques (JOP) 2024 constituent un enjeu essentiel d'affichage pour le pouvoir en place. Dans ce contexte, la « sécurité » au sens large est donc un sujet politique à plusieurs facettes.

Au-delà de la seule période du 26 juillet au 11 août, les JO sont l'occasion pour l'État de tester un ensemble de dispositifs, qui peuvent durablement altérer les capacités de mobilisation, et permettre une répression judiciaire accrue. Comme le relève le chercheur Matheus Viegas Ferrari¹, les JO sont depuis de nombreuses années des événements planétaires qui constituent un terrain très adapté à la mise en œuvre de dispositifs législatifs répressifs, et qui participent à la militarisation de l'espace public, mettant en danger les libertés individuelles.

La loi Sécurité globale

Pour cet événement dont on nous a assuré qu'il allait attirer 15 millions de visiteurEs et générer des milliards d'euros de bénéfice, deux lois ont abordé le sujet de la sécurité. D'abord la loi Sécurité globale, contre laquelle l'ensemble du mouvement social s'était mobilisé en novembre 2020, lors de manifestations violemment réprimées, en pleine crise du covid.



Il était alors question d'étendre les prérogatives des entreprises de sécurité privée, pour leur permettre d'effectuer des palpations, et d'intervenir dans le cadre de la surveillance d'actes de terrorisme sur la voie publique. Le pouvoir pressentait déjà en effet qu'il y aurait des petits problèmes de ressources humaines au sein des forces de répression

pendant la période de l'été 2024 et qu'il faudrait trouver du soutien auprès des entreprises privées.

Vidéosurveillance algorithmique

Une « loi olympique » spécifique a également été passée en mai 2023, contenant de nombreuses dispositions relatives à la sécurité. L'une d'elles inquiète au plus

haut point les défenseurEs des libertés publiques: elle autorise l'expérimentation, jusqu'en mars 2025, de la vidéo-surveillance algorithmique (VSA).

Ce dispositif, fondé sur des logiciels d'intelligence artificielle, est devenu emblématique des nouvelles techniques de surveillance de masse: les algorithmes, reliés à plusieurs réseaux de caméras (dans les transports, sur la voie publique, par drones), analysent en direct les comportements de la foule et des individus qui la compose et alertent lorsqu'un de ces comportements est jugé « suspect ». Peut par exemple vous signaler comme suspect le fait de remonter le long d'un trottoir à l'inverse du sens de défilement de la foule, ou le fait d'attendre au croisement d'une rue. Parmi les autres éléments potentiellement suspects: le fait de se déplacer en groupe de cinq personnes ou plus... Ce dangereux dispositif de surveillance a certainement vocation à rester en place à l'issue de la période d'expérimentation offerte par les JOP. Pourtant, et les militantEs le savent bien, les plus importants problèmes de sécurité sont souvent ceux créés justement par l'incurie des forces de répression, comme la France en a donné l'exemple affligeant lors de la finale de la Ligue des Champions au Stade de France en 2022.

Chiara Masina

1 - « Test, swarm, normalize: how surveillance technologies have infiltrated Paris 2024 Olympic Games »

CAMPAGNE DANS L'AUDE

Un tour, deux tours, et puis après ?

Le baptême de l'air est réussi. Notre « parachutage » s'est finalement très bien passé. Les équipes militantes de LFI, du PC, des écolos, d'Ensemble et même jusqu'au PS (hors version droitiste de Delga) nous ont accueilliEs chaleureusement.

Cela a permis de lancer une campagne dynamique et bien déterminée. Sur ces terres de gauche, récemment conquises par l'extrême droite (trois députés RN en 2022), nous avons réussi à modifier un peu l'ambiance. À la suite du choc de la dissolution et de la constitution du NFP, il y a eu partout un sursaut militant.

Pauvreté et individualisme

À Carcassonne et autour, nous étions nombreux à nous retrouver au local de campagne, pour organiser distributions de tracts et collages d'affiches, multiplier les rencontres et les échanges. La gauche militante reprenait le terrain, en remettant dans le décor les questions sociales et environnementales, la défense des services publics, les aspirations à vivre décemment de son travail en ville ou à la campagne, pour le monde paysan victime d'une crise importante (avec en plus la sécheresse). La population nous regardait un peu comme des extraterrestres. Un programme de gauche, en rupture avec les politiques ultralibérales, avec des idées solidaires, antiracistes, féministes, écologistes, ce n'est pas si courant. Dans l'Aude, la pauvreté est frappante. Le chômage et la précarité y sont plus importants que nationalement; l'absence des services publics (santé, université, transports...) fait des ravages, renforçant l'isolement, le sentiment d'abandon. Une grande partie de la population se trouve écartée de la vie sociale et cela se traduit par une perte de repères collectifs, par une dépolitisation. En même temps, la population est imprégnée d'une idéologie individualiste, de préjugés qui divisent les pauvres entre eux.



Au local de campagne. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS

Au fil des trois semaines, les gens se sont habitués à nous: d'abord heurtés à cause de la propagande des médias nationaux et locaux qui relayaient allègrement les mensonges et les injures des macroniens, des droites et extrêmes droites, ils ont évolué. Par notre présence visible sur le terrain, notre bonne humeur, la prise en compte des difficultés et souffrances sociales, le climat s'est apaisé. Insuffisamment pour renverser un rapport de force électoral trop défavorable au départ.

L'espoir du second tour et la suite quand les forces sont unies

Il n'était sans doute pas possible de retourner la situation en quelques jours. Lorsque les forces de la gauche militante se reconstruisent, réoccupent le terrain, dans les quartiers, dans les villages, auprès des gens qui galèrent, des agriculteurs isolés, de la jeunesse précarisée, des salariéEs en mal d'espoir, les discussions sont à nouveau possibles. Après le second tour, comme si un imprévu avait eu lieu, la donne a changé. Même dans les médias locaux,

notre candidature était mieux considérée, plus respectée. Du côté du facho, il y avait comme un début d'inquiétude sur l'issue des élections.

On n'a pas gagné. Sans surprise! Mais, le bilan est très positif, non seulement parce que le RN ne prend pas le contrôle de l'Assemblée nationale et du gouvernement, mais aussi parce que cette campagne s'est traduite par la reconstruction d'équipes militantes unitaires et motivées, plus radicales du fait de la confiance retrouvée dans nos capacités d'action.

Ici dans l'Aude, on retient l'énergie et quelque part notre efficacité quand on laisse de côté les sectarismes et autres divisions, quand on réunit les forces. On ne sait pas de quoi sera faite la suite: les choses ne seront sans doute pas simples du tout, mais on sent bien que les acquis de la campagne sont absolument à préserver et à amplifier. Partout, nous, militantEs de la campagne, devons continuer à agir par nous-mêmes et contribuer ainsi à la reconstruction d'une gauche de terrain, de combat — pas seulement pendant les élections — d'un cadre unitaire permanent, en lien avec toutes les luttes du quotidien. Un an après la bataille des retraites, voilà un moment pour remettre en avant des perspectives politiques qui nous sortent du climat de résignation.

Philippe Poutou

À lire sur le site



À Rennes, la solidarité syndicale étudiante sanctionnée par le CROUS



Le Nouveau Front populaire à Saint-Denis s'organise

Culture

EXPOSITIONS **Un été dans les paysages de l'art / 3**

Sélection proposée par Philippe Cyroulnik ni exhaustive ni réduite à ses préférences : allez voir les expositions quand bien même certaines peuvent susciter non seulement surprises, découvertes et enthousiasmes mais aussi interrogations ou critiques. Cette semaine, un tour du côté de Lyon et de Paris...

RHÔNE-ALPES AUVERGNE

Connecter les mondes

Musée des Beaux-Arts de Lyon, 20 place des Terraux, 69001 Lyon, jusqu'au 1^{er} septembre

Exposition pluridisciplinaire qui présente des objets et œuvres allant de l'Antiquité à nos jours, abordant la question de l'universalité en liaison avec la globalisation issue de l'expansion européenne et de la colonisation du monde par les puissances occidentales, l'expansion des échanges, les influences et les affrontements qui en découlent.

Simon Hantai (1922-2008), dans les collections du 20^e/21^e siècle

Musée des Beaux-Arts de Lyon, 20 place des Terraux, 69001 Lyon, à partir du 12 juillet et jusqu'en 2025

Une présentation des œuvres de cet artiste majeur de l'abstraction dans les collections du Musée.

M'Tsamboro - Laura Henno

Frac Auvergne 6 rue du Terrail, 63000 Clermont-Ferrand 0473905000, jusqu'au 3 novembre

La commissaire de l'exposition en parle ainsi : « Laura Henno présente des séries photographiques importantes et plusieurs films, réalisés à partir de centaines d'heures de rushes tournés au cours de ses années d'immersion à Mayotte... elle construit une histoire sans paroles. »



Dans le contexte d'extrême violence coloniale et de répression où est plongée Mayotte, et avec les surenchères xénophobes et sécuritaires qui s'abattent sur cette île de l'archipel des Comores, espérons que l'exposition sortira des sentiers de l'image néocoloniale.

CENTRE

Sortir le travail de sa nuit

Centre de création contemporaine Olivier-Debré, jardin François 1^{er}, 37000 Tours, 02 47 66 50 00, jusqu'au 1^{er} septembre

L'exposition propose trois axes thématiques : le travail des femmes et du care (soin), les échanges mondialisés où se croisent les mouvements des marchandises et la migration des êtres, et le travail numérique dématérialisé et ses nouvelles formes d'exploitation cachées : avec 18 artistes de différents pays.

Château de Tours

25 Av. André-Malraux, 37000 Tours, 02 47 21 61 95

Trois photographes : Gerda Paliušytė, basée à Vilnius. Dans son travail — films, photographies, installations — elle utilise souvent des pratiques documentaires, y compris le docufiction. Sylvie Bonnot arpente les forêts, de la Guyane à la Bourgogne, et témoigne des mutations causées par le dérèglement climatique sur ces espaces naturels. Juliette Agnel, du ciel au cosmos en passant par la terre, les grottes et les icebergs, s'intéresse aux paysages de nature extrêmes, au cœur de sa pratique photographique.



Série Corps de brume 2024. © SYLVIE-BONNOT

À lire sur le site



Expositions: Un été dans les paysages de l'art/4



Parasites, de Nicolas Framont

PARIS

La militarisation de l'espace public va entraîner la limitation de l'accès aux musées durant cette période.

Jean Hélion, la prose du monde

Musée d'Art Moderne de Paris, 11 avenue du Président-Wilson, 75116 Paris, jusqu'au 18 août

Très importante exposition de ce peintre passé de l'abstraction à la figuration.

Daniel Pommereulle

Musée d'Art Moderne de Paris, 11 avenue du Président-Wilson, 75116 Paris, jusqu'au 18 novembre

Un artiste à redécouvrir !

Présence Arabe: art moderne et décolonisation (1908-1988)

Musée d'Art Moderne de Paris, 11 avenue du Président-Wilson, 75116 Paris, jusqu'au 25 août

Très importante mais inégale malheureusement.

Hervé Di Rosa, le passe-mondes

Centre Pompidou, place Georges-Pompidou, 75004 Paris, jusqu'au 26 août

Je suis très éloigné de cette œuvre mais...

Bernard Réquichot, «je n'ai jamais commencé à peindre»

Centre Pompidou, place Georges-Pompidou, 75004 Paris, jusqu'au 2 septembre

Un des artistes majeurs du 20^e siècle.

La Bande dessinée à tous les étages

Centre Pompidou, place Georges-Pompidou, 75004 Paris, jusqu'au 4 novembre

Vu l'ampleur du projet qui se décline en 6 expositions, dont « Bande dessinée 1964-2024 », « Corto Maltese, une vie romanesque » et « La bande dessinée au musée », il y a sûrement plein d'œuvres à voir ou discuter.

Alberto Giacometti, ne pas parler de sculptures peintes

Institut Giacometti, 5 rue Victor-Schoelcher, 75014 Paris, jusqu'au 3 novembre

C'est justement cela que l'exposition présente !

Stephen Shore, véhiculaire et vernaculaire

Fondation Henri Cartier-Bresson, 79 rue des Archives, 75003, Paris, jusqu'au 15 septembre

Une figure de la photographie documentaire américaine à découvrir.

Vie du NPA l'Anticapitaliste

16^e UNIVERSITÉ D'ÉTÉ Échanger, débattre et construire

Cette nouvelle université d'été du NPA-l'Anticapitaliste a lieu du 25 au 28 août à Port-Leucate. Cette année a été riche en luttes et combats, y compris électoraux, et nous voulons prendre le temps d'en discuter et nous préparer pour l'année prochaine.

Du 25 au 28 août, on va beaucoup discuter à Port-Leucate. Outre les nombreux échanges sur une série de sujets très variés en compagnie de nos invitéEs (nous vous en avons donné un avant-goût lors de notre dernier article), plusieurs temps forts de notre université d'été traiteront des dynamiques tant internationales que françaises, et du positionnement des anticapitalistes.

TouTEs ensemble, au forum et au meeting

Pour démarrer à une échelle globale, signalons d'abord que le forum plénier du mardi après-midi sera consacré à l'état du monde, marqué toujours plus par les rapports de forces entre impérialismes et la montée des militarismes, jusqu'aux guerres actuelles. Ces questions, nous les aborderons entre autres avec nos invités, Gilbert Achcar, Catherine Samary, Claude Serfati...

Lundi soir, nous tiendrons un meeting qui discutera des questions internationales : de la Palestine, avec l'intervention de Salah Hamouri de Boussole Palestine, aux droits du peuple kanak. Le meeting de rentrée du NPA permettra aussi de développer comment nous pouvons lutter, en France, contre

l'offensive capitaliste, avec en point saillant l'enracinement dangereux de l'extrême droite et de ses idées nauséabondes, le poison raciste... Les réponses restent largement à construire et ne dépendent pas seulement de notre organisation, soyons réaliste, mais le NPA veut se donner les moyens politiques et organisationnels de regrouper dans l'unité et la radicalité. En outre, cette université d'été va nous permettre de lancer une souscription pour l'achat de nos locaux à Montreuil.

Ce n'est qu'un début, continuons les débats!

Nous organisons cette année deux tables rondes avec d'autres organisations invitées. Mardi à 17 heures, en nous appuyant sur le bilan de ces derniers mois, nous souhaitons échanger avec des représentantEs de la CGT, de Solidaires et de la FSU sur le thème des luttes et le regroupement de notre camp contre le rouleau compresseur macroniste et de droite extrême qui visent à détruire l'ensemble de nos conquêtes sociales.

Dimanche à 17 heures, nous réunirons différentes organisations et courants politiques pour aborder la situation politique et nos tâches dans la période. Ce qui est né il y a



quelques semaines face au danger de l'extrême droite, le Nouveau Front populaire, est une contribution importante à l'unité de notre classe, estompant aussi les délimitations figées entre les gauches sociales et politiques, mais c'est un regroupement politiquement non stabilisé, traversé de contradictions. C'est tout l'enjeu de cette table ronde que de

nous tourner collectivement vers la suite de l'histoire, sans rien cacher des petites nuances et des francs désaccords qui traversent les gauches, tout en construisant honnêtement une gauche de combat. Signalons aussi qu'un débat avec La France insoumise aura lieu à l'occasion de notre université d'été.

Enfin, à quelques mois du 6^e congrès de notre organisation, trois moments seront consacrés au lancement de la discussion collective qui va nous accompagner jusqu'en avril 2025 : quel nouveau parti anticapitaliste pour la période ? Quelle politique des anticapitalistes face à l'extrême droite ? De quel congrès les comités ont-ils besoin ?

Pour résumer, vous l'avez compris, cette université d'été sera l'occasion de prendre quatre journées en pension complète pour recharger les batteries après un début d'été très riche : faire le plein de politique et préparer la rentrée, pour tracer de nouvelles perspectives anticapitalistes. Alors inscrivez-vous vite !

Commission Université d'été du NPA

Pour plus d'informations, pour s'inscrire en ligne : <https://npa-anticapitaliste.org/UDT2024>

À lire sur le site



Le Mans: mobiliser pour la Pride, un pari réussi

KANAKY « Mon oncle Guillaume Vama est tout sauf un terroriste »

Un rassemblement de solidarité avec les sept Kanak détenuEs et déportéEs en France était organisé à Bourges le 6 juillet dernier. Madlyne Vama, la nièce de Frédérique Mulavia — directrice de cabinet du président du Congrès de Nouvelle-Calédonie, Roch Wamytan — détenue à Riom, est intervenue en soutien aux détenus et en particulier à son oncle Guillaume Vama lui aussi emprisonné à la maison d'arrêt de Bourges.

« J'ai une pensée pour ma tante qui est à Riom, Frédérique Mulavia, mais je vais parler de mon oncle, Guillaume. Guillaume Vama est tout sauf un criminel et encore moins un terroriste comme certains partisans de cette société, soi-disant démocratique, veulent vous le faire croire. Avec son parcours très atypique, mon oncle a su faire de sa résilience un moteur pour ses activités agricoles, tout en valorisant la culture kanak qu'il représente fièrement grâce au travail, aux enseignements et aux sacrifices de nos ancêtres. Guillaume est originaire de l'île des Pins, Kunié en langue kanak, une île plus au sud de la Grande-Terre en Kanaky-Nouvelle-Calédonie. Aujourd'hui, âgé de 30 ans, mon oncle s'est construit un chemin d'entrepreneur engagé dans la révolution agricole et dans la valorisation de notre culture kanak. Malgré l'avis familial, il a arrêté l'école sur les bancs du collège. Il a décidé de rentrer à la tribu à l'île des Pins et s'est focalisé sur les savoir-faire traditionnels et ancestraux de notre île, accompagné et aidé par sa famille. Il a alors étudié auprès de sa famille leurs techniques agricoles ancestrales, s'est imprégné des connaissances des anciens, tout en commençant à s'autoformer via internet. Ces moments passés en tribu avec sa famille lui ont permis d'éveiller, de s'éveiller et de fortifier sa conscience sur la nécessité de développer l'autonomie alimentaire en Kanaky-Nouvelle-Calédonie par des pratiques agricoles plus en accord avec la nature et sa culture.

Ces moments passés en tribu lui ont permis de s'éveiller et de fortifier sa conscience sur la nécessité de développer l'autonomie alimentaire en Kanaky-Nouvelle-Calédonie

Passionné par le travail de sa terre ancestrale nourricière, Guillaume a décidé à l'âge de 20 ans de quitter le pays pour effectuer un service volontaire en Hongrie afin de rencontrer et de découvrir d'autres techniques agricoles. Il a effectué des visites au sein de grands groupes céréaliers et laitiers européens, ce qui l'a bouleversé et marqué profondément. Cette expérience lui a permis de comprendre et de conscientiser « ce qu'il ne fallait surtout pas faire » dans son projet personnel car cette manière de concevoir l'alimentation à l'européenne ne correspondait ni avec sa culture ni avec ce qu'il souhaitait prôner.



Une rencontre particulière avec un permaculteur hongrois au milieu de ses grosses productions agricoles l'a renforcé à croire au vivant et à sa simplicité. C'est en découvrant finalement ces deux techniques agricoles diamétralement opposées qu'il a choisi de se lancer dans l'agroforesterie qu'il estima plus appropriée à notre pays. Comme de nombreux jeunes Kanak, il rentre au pays afin de partager ses connaissances et ses compétences pour construire notre avenir de demain. Autodidacte, il comprend rapidement qu'il lui faut prouver sa légitimité à travailler dans le domaine de l'agriculture, entre autres, et choisit alors de passer un CAP en horticulture en alternance avec la Chambre d'agriculture de Kanaky-Nouvelle-Calédonie. Son diplôme en poche, il engage donc un palabre coutumier de huit mois sur l'île des Pins pour mettre en place une exploitation agricole. Il était conscient que « la plupart des jeunes Kanak aiment travailler la terre » et a donc voulu créer une entreprise qui serve d'exemple et qui donne envie aux jeunes Kanak de s'investir. En 2017, Guillaume décroche l'un des Trophées des Jeunes Agriculteurs lors de la Journée néocalédonienne des jeunes agriculteurs (JNJA). Il poursuit la mise en œuvre de son projet d'agroforesterie sur ses terres à Ouaméo, à l'île des Pins, qui l'amène à rencontrer de nom-

breux acteurEs du secteur et à accroître le potentiel de son projet d'autosuffisance alimentaire. La crise du covid lui confirme un de ses objectifs. Rendre le pays autonome alimentaire devient plus urgent. Il faut donc former, donner envie et expliciter le sens aux jeunes du pays. Guillaume Vama crée ainsi la société Tradtech, Tradition et Technologie, qui a pour objectif d'allier tradition et modernité dans l'agriculture, tout en valorisant ainsi l'intelligence collective pour un objectif commun. C'est au travers de l'agroforesterie qu'il décide de coupler les connaissances ancestrales kanak et qu'il met en route ce nouveau projet. Passionné sans cesse dans l'action et certain de ce qu'il a à faire, il est accompagné d'un groupe de collègues engagés et décide de créer également l'association Agir NC qui regroupe l'ensemble des initiatives entrepreneuriales en agroforesterie. L'association Yvea, mise en place avec des collègues coachs, dont il est à l'initiative et président, est destinée à accompagner la jeunesse calédonienne dans laquelle il intervient en tant que consultant en relation d'aide. Par ces différents projets, il souhaitait rassembler des jeunes entrepreneurEs avec l'idée de créer des branches du projet TradTech dans la zone Pacifique, et particulièrement avec des jeunes entrepreneurs ayant la même compréhension que lui des enjeux à venir pour la planète et en particulier pour notre île, la Kanaky. C'est-à-dire de créer un modèle de développement durable qui respecte les traditions et les cultures d'Océanie au travers d'un entrepreneuriat fondé sur des socles solides pour ensuite prétendre à des projets innovants dans le cadre du développement de l'économie bleue et verte du pays. En 2023, Guillaume suit auprès de Thomas D'Ansembourg, psychothérapeute et formateur en relation humaine, une formation à la communication non violente et devient son représentant en Océanie. Cette expérience contribue à développer une prise de conscience collective lui permettant d'agir au mieux pour les générations futures entre les

Le monde spirituel a une place importante dans la culture kanak

deux mondes qui se bousculent : « tradition » et « technologie ». Pour finir, je terminerai sur le fait que le monde spirituel a une place importante dans la culture kanak. Les enseignements spirituels nous l'apprennent : il y a cinq ouvertures de conscience sur Terre. Les âmes primaires qui vivent leur première vie sur terre ne s'intéressent pas à la spiritualité et agissent sans réfléchir. Les âmes jeunes ne sont pas du tout autonomes ni responsables, n'aiment pas travailler, attendent que d'autres s'occupent d'elles matériellement et financièrement. Les âmes adultes ne s'intéressent qu'à l'argent, le paraître, le pouvoir, la réussite sociale et refusent la spiritualité. Les âmes élevées sont dans la recherche d'enseignements spirituels holistiques et sont tournées vers les autres et ont encore besoin d'être guidées, et il y a les vieilles âmes qui sont au service des autres et qui s'y engagent. Elles sont, dès leur plus jeune âge, tout à fait conscientes de ce qu'elles ont à réaliser. Elles sont définitivement spirituelles et ont pour particularité probante d'avoir de grandes connaissances innées. En choisissant donc, dès son entrée dans l'adolescence, de se mettre au service de l'agriculture pour nourrir et former les siens, Guillaume Vama se rapproche sans aucun doute de l'ouverture de conscience des vieilles âmes s'engageant au service des autres. »

Madlyne Vama, propos recueillis par Robert Pelletier

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
NPALanticapitaliste
L_anticapitaliste
Lanticapitalis1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

L'Anticapitaliste
la revue

Le n°157 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :
L'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **L'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org